

APE : Haïti rejoint le Cariforum ; le Cameroun veut repousser l'entrée en vigueur de l'accord

Le 11 décembre 2009, Haïti a signé un Accord de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne et rejoint ainsi les 14 autres pays du Cariforum¹, la configuration régionale des Caraïbes négociant l'APE, qui ont conclu un accord le 15 octobre 2008 à la Barbade. Haïti, le seul Pays moins avancé (PMA) de la région, a bénéficié « *d'une période supplémentaire pour explorer le secteur des échanges de services et de capitaux* » avait alors expliqué Francesco Gossetti, le représentant de l'Union européenne en Haïti. Cet accord marque « *une nouvelle ère dans les relations économiques entre les deux régions. Je suis très heureux que les besoins spécifiques d'Haïti aient pu être adressés, lui permettant de joindre les 14 autres pays caribéens et l'Union européenne dans leur volonté de créer un avenir prospère en augmentant le commerce et l'investissement* » a déclaré Benita Ferrero-Waldner, la commissaire européenne au commerce. « *Il apparaît clairement que l'APE est un outil de domination, un outil de recolonisation, qui va entraver davantage la marge de manœuvre de l'État haïtien dans la définition de politiques de développement et renforcer la dépendance économique* » a pour sa part commenté Camille Chalmers, directeur exécutif de la Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (Papda).

Le même jour, Fidji a signé un APE intérimaire prévoyant un accès libre de ses produits sur l'espace européen et une libéralisation de 87% du marché fidjien.

En Afrique Centrale, le Cameroun, qui a conclu un APE intérimaire le 17 décembre 2007, a demandé un report de la date d'entrée en vigueur de l'accord, celle-ci étant initialement fixée au 1^{er} janvier 2010. La 10^{ème} Conférence des chefs d'Etats de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac²), qui se tiendra à Bangui, en République Centrafricaine, du 15 au 17 janvier, devrait par ailleurs tenter de relancer les négociations de l'APE régional.

L'Inde et la Chine réaffirment leurs intérêts économiques envers le continent africain

L'Inde et la Chine ont débuté l'année 2010 par une tournée africaine, réaffirmant leurs intérêts économiques envers le continent. Pour les deux pays asiatiques, l'Afrique est devenue un réservoir de matières premières et, en particulier pour la Chine, un débouché commercial pour son industrie manufacturière. L'Inde a fait une percée économique récente sur le continent africain, dans des proportions toutefois moindres que son voisin chinois. Les échanges commerciaux annuels de l'Inde avec l'Afrique sont estimés à 39 milliards de dollars. Le commerce sino-africain a lui été multiplié par vingt depuis 1997, a progressé de 294 % entre 2003 et 2007 et atteint aujourd'hui 116 milliards de dollars.

Le vice-président indien Mohammad Hamid Ansari s'est ainsi rendu du 5 au 10 janvier au Botswana, au Malawi et en Zambie, une première pour le Botswana et le Malawi, où il a indiqué que l'investissement indien en Afrique serait orienté vers le développement industriel, guidé par le secteur privé et basé sur la mobilisation de l'emploi local plutôt que sur l'import de main d'œuvre indienne. Plusieurs lignes de crédits ont été signées pour des projets sociaux, de développement des infrastructures et de coopération agricole. Il a souligné l'intérêt de son pays pour les ressources en matières premières du continent africain. « *Un pays en développement comme le notre veut accéder aux ressources comme le pétrole, le gaz et les minerais [...] Au Malawi, nous sommes intéressés par le charbon et l'uranium* » a-t-il déclaré, tandis que les réserves diamantifères du Botswana ont aussi été l'objet de discussions.

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Yang Jiechi, a dans le même temps effectué une tournée au Kenya, au Nigeria, en Sierra Leone, en Algérie et au Maroc pour « *approfondir, par le biais d'une coopération renforcée, le nouveau partenariat stratégique sino-africain* ».

Lamy : « L'économie mondiale pourrait ne pas émerger de la crise en 2010 »

« *L'économie mondiale pourrait ne pas émerger de la crise en 2010* » a estimé Pascal Lamy, le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dans une interview le 8 janvier à la radio française France Culture. L'injection massive d'argent public pour éviter la faillite des systèmes financiers a créé des « *bulles qui devront être absorbées* » a prévenu M. Lamy. Dans ce contexte, il a souligné que les économies des pays émergents comme le Brésil, la Chine, l'Inde ou l'Afrique du Sud montraient un dynamisme particulier. Celles-ci pâtissent pourtant du recul du commerce international et des mesures à caractère protectionniste mises en place par certains pays. « *Nous espérons une conclusion du cycle de Doha en 2010, car l'Inde et d'autres pays en développement ont beaucoup à gagner ou à perdre de la réussite ou de l'échec des négociations commerciales* » a indiqué Anand Sharma, le ministre indien du commerce et de l'industrie, le 8 janvier dans la capitale indienne.

¹ Antigua & Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, République dominicaine, Grenade, Guyane, Jamaïque, Haïti, Sainte Lucie, Saint Vincent et les Grenadines, St. Kitts & Nevis, Suriname, Trinidad & Tobago. Cuba est membre du Cariforum mais n'est pas un pays ACP et ne participe donc pas à la négociation de l'APE.

² Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine et Tchad.